

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Cinquante-septième session du Comité permanent  
Genève (Suisse), 14 – 18 juillet 2008

Questions stratégiques et administratives

Questions financières

RAPPORT POUR 2007

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. Il donne des informations sur les dépenses effectives du Secrétariat pour 2007 (annexe 1) et sur l'état des contributions des Parties (annexes 2, 3 et 4). Il donne aussi une vue d'ensemble des ressources disponibles du fonds d'affectation spéciale CITES et de leur utilisation en 2006 et 2007 (annexe 5).

Dépenses effectives en 2007

3. L'annexe 1 au présent document montre les dépenses effectives par catégorie de service; ces dépenses ont été de 5,08 millions d'USD. Chacune de ces catégories inclut les coûts en personnel et en voyages ainsi que les dépenses générales de fonctionnement. Cela représente 97,65% du budget modifié, de 5,29 millions d'USD, approuvé par la Conférence des Parties à sa 14<sup>e</sup> session (La Haye, 2007).
4. Les ressources budgétaires ont suffi pour couvrir les coûts projetés pour la majorité des postes de dépense. Cependant, les dépenses supérieures à ce qui était projeté, à savoir les coûts en personnel, sont imputables à la dépréciation continue du dollar des Etats-Unis d'Amérique. La valeur croissante du franc suisse par rapport au dollar US a affecté le budget car la plupart de dépenses sont faites en devise locale et converties en dollars US.
5. L'augmentation des coûts a été contrebalancée par des économies faites dans certaines lignes budgétaires de fonctionnement, à savoir:
  - a) les coûts de la logistique pour la CoP14 ont été couverts principalement par le Gouvernement néerlandais;
  - b) Le poste de secrétaire général adjoint n'a pas été pourvu;
  - c) Les frais d'entretien ont été réduits du fait du réarrangement des bureaux et du regroupement de tout le personnel au même étage; et
  - d) Une analyse des options de voyages pour en réduire le coût a été faite, y compris la possibilité d'utiliser les "miles de prime" obtenus pour voyages aériens fréquents. Toutefois, cette option ne s'est pas révélée efficace en termes de coût. La meilleure option a été de réserver suffisamment tôt pour bénéficier des tarifs ONU spéciaux négociés, accordés par l'agence de voyage sélectionnée par l'Office des Nations Unies à Genève.

### Contributions payées et impayées au fonds d'affectation spéciale CITES

6. L'état des contributions au fonds d'affectation spéciale CITES est indiqué à l'annexe 2. Le Secrétariat a envoyé des rappels aux Parties ayant des arriérés dans leurs contributions. Au 31 décembre 2007, 42 Parties avaient des arriérés pour les années 1992 à 2006.
7. Les contributions reçues en 2007, avec les pourcentages, figurent à l'annexe 3. Les chiffres indiquent le total cumulé reçu à la fin de chaque mois. Les contributions reçues pour l'année en cours, l'année précédente et l'année à venir sont indiquées séparément.
8. L'annexe 4 donne des informations sur les contributions dues au fonds d'affectation spéciale CITES. A la fin de 2007, le total des contributions impayées pour 2007 et les années précédentes se montait à 554.885 USD, dont 290.608 USD dus pour 2007. C'est nettement moins qu'en 2005 et en 2006, années pour lesquelles le total des contributions impayées était respectivement de 906.908 USD et 759.939 USD; cela signifie que certaines Parties ayant des arriérés ont pris conscience de leurs obligations et ont procédé au paiement de leurs contributions.

### Disponibilité et utilisation des ressources

9. L'annexe 5 présente une vue d'ensemble des flux et de l'utilisation du fonds d'affectation spéciale CITES pour 2007. Au 31 décembre 2007, le solde du fonds était de 2.144.523 USD, dont 700.000 USD de réserve de trésorerie pour garantir la liquidité du fonds d'affectation spéciale. Le fonds de réserve est notablement élevé en raison du haut niveau, inattendu, de paiement des arriérés. Les intérêts générés par l'investissement dans le pool d'investissements des Nations Unies ainsi que diverses recettes provenant des droits d'enregistrement durant la CoP14 ont contribué à l'augmentation du solde du fonds pour cette année.